

Vingt ans d'éducation prioritaire à Clichy-sous-Bois : « On n'a pas les mêmes chances qu'ailleurs »

27 octobre 2025 à 18h14

Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).— Pour accéder au collège Robert-Doisneau, il faut emprunter l'allée Zyed-Benna-et-Bouna-Traoré. C'est là qu'étaient scolarisés les deux adolescents, morts le 27 octobre 2005, électrocutés dans un transformateur alors qu'ils tentaient d'échapper à un contrôle de police. Au bout de l'allée, à quelques mètres de l'entrée de l'établissement, une stèle sobre et discrète rappelle aux élèves d'aujourd'hui la mémoire d'hier. En lettres d'or sur fond noir, on peut lire les mots choisis par les anciens camarades de classe des deux garçons : « *Deux enfants ont quitté la Terre, mais deux anges sont entrés au paradis.* »

Devant les grilles, tous les élèves interrogés par Mediapart savent qui étaient Zyed et Bouna. « *Ils étaient aux Bosquets, ils ont couru jusqu'à une centrale où ils se sont cachés* », raconte l'un d'eux. La suite est plus floue. Aucun n'évoque les révoltes parties de Clichy-sous-Bois qui ont embrasé la France pendant trois semaines. « *La suite, le militantisme, la rénovation urbaine de certains de leurs quartiers, tout ça, ils n'en ont pas conscience. C'est loin vingt ans pour eux* », explique Jean-Riad Kechaou, professeur d'histoire-géographie à Robert-Doisneau.

L'année 2005 reste un point charnière pour toutes celles et ceux qui ont vécu, côté éducation nationale, la mort des deux enfants et les scènes de révolte dans la ville. Isabelle Kohn, 54 ans, était alors enseignante à l'école maternelle Maurice-Audin, visée par un début d'incendie.

« *C'était pas contre nous, c'était une colère globale, parce que l'école*

représentait l'État, raconte l'enseignante, passée depuis au groupe scolaire Paul-Vaillant-Couturier, dans le quartier du Chêne Pointu. Nous, on avait un bon contact avec les familles. La sœur de Bouna était même Atsem [agent communal en maternelle - ndlr] dans l'école. »

Pendant les trois semaines qu'ont duré ces révoltes, 255 établissements scolaires ont été l'objet de violences, bien plus qu'en 2023, après la mort de Nahel Merzouk à Nanterre. Dans l'ouvrage [*Quand les banlieues brûlent*](#), publié en 2007, l'enseignant et chercheur Laurent Ott parle d'une forme « d'automutilation », mais aussi de « démenti cinglant » des représentations courantes concernant les lieux d'éducation : « En effet, il est fort possible que les jeunes n'aient pas gardé un si bon souvenir de ces structures et qu'ils les aient vécues bien davantage comme des lieux d'exclusion ou de répression que comme des lieux d'accueil et d'éducation. »



Allée Zyed-Benna-et-Bouna-Traoré, devant le collège Robert-Doisneau à Clichy-sous-Bois, le 7 octobre 2025.

© Photo Samia Dechir / Mediapart

« *Zyed, Bouna, mais aussi Muhittin qui a été blessé gravement, étaient des enfants, nos élèves* », rappelle Marie-Christine Culioli, ancienne cheffe d'établissement du collège Robert-Doisneau, arrivée à Clichy en 1997 et aujourd'hui retraitée. Dans un livre publié dix ans après les événements, la fonctionnaire a raconté ces nuits à quadriller la ville avec son adjointe, puis le retour douloureux en classe de Muhittin Altun, les chaises vides de Zyed et Bouna, mais surtout les efforts entrepris pour redonner foi dans l'école aux familles.

Robert-Doisneau, l'établissement des deux adolescents, a de fait été épargné par la colère. « *Pendant les émeutes, c'était très calme au collège, comme un sanctuaire* », se souvient Tamas Hegedu, professeur principal de Bouna Traoré quand il était en quatrième.

Les autorités scolaires locales ont dû également lutter aussi contre la peur, qui s'est vite installée, se remémore Bernard Saint-Girons, ancien recteur de Créteil : « *J'ai le souvenir d'une professeure en salle des profs, elle était fraîche émoulue de Nantes et elle avait peur en classe, peur dans les transports, peur d'être dans cette académie... Nous avons un effort à fournir pour accueillir ces personnels, souvent très jeunes. Pas pour les aguerrir, mais pour les former.* »

Claire Pinlou, professeure d'histoire-géographie, a fait partie de ces escadrons arrivés juste après la tempête. « *J'avais entendu parler des émeutes à la télé, depuis la Picardie. J'ai été titularisée en 2006, on m'a dit Clichy-sous-Bois. Ce jour-là, j'ai pleuré, fort. Même si pendant les treize années suivantes, je n'ai pas regretté une seule fois cette affectation.* »

Le temps des promesses

Au plus fort des révoltes, émerge déjà une question : quelle part de responsabilité porte l'Éducation nationale dans cet échec collectif ? Le 9 novembre 2005, devant l'Assemblée nationale, le premier ministre

Dominique de Villepin appelle à « *regarder les choses en face* » sur le décrochage scolaire. « *Avoir 15 000 enfants qui ne vont pas à l'école dans notre pays, 15 000 enfants dont les chances sont sérieusement compromises, ce n'est pas acceptable !* », s'indigne le chef de l'exécutif, qui envisage déjà de « *relancer et réorganiser l'éducation prioritaire* ».

En privé, il confie aussi son désarroi à Marie-Christine Culioli, reçue à Matignon quelques jours après le début des révoltes. « *Nous sommes le pays qui dépense le plus d'argent par élève et c'est chez nous que ça pète !* », s'emporte le premier ministre.

Une fois le calme revenu vient le temps des grandes promesses. Le 1^{er} décembre, lors d'une conférence de presse, le même Dominique de Villepin fait de l'égalité des chances la grande cause nationale de l'année 2006, grâce à deux leviers : l'emploi et l'éducation.

C'était en réalité une époque bénie.

Claire Pinlou, ancienne professeure à Clichy-sous-Bois

Quatre ans plus tôt, le ministre de l'éducation Claude Allègre avait déjà reçu un courrier alarmiste d'un inspecteur d'académie sur l'état catastrophique de l'éducation en Seine-Saint-Denis, et tenté un « *coup politique* » : 3 000 postes en plus pour le département, sur trois ans, un plan de rattrapage historique.

Jean-Charles Ringard, alors jeune inspecteur d'académie, se remémore lui aussi la volonté de l'époque : « *On devait faire confiance aux équipes, quitte à déroger du national, c'était le deal.* »

Le choc de 2005 intensifie cette dynamique en éducation prioritaire, qui durera une dizaine d'années. Une sorte d'âge d'or, dont se souviennent nettement celles et ceux qui ont enseigné à Clichy-sous-Bois et dans le département. « *Sans doute qu'une partie des politiques se sont dit, on va balancer de l'argent pour acheter la paix sociale ça va régler les*

problèmes, suspecte Claire Pinlou. Mais c'était en réalité une époque bénie. »

Clubs et projets culturels en tous sens, aménagement dérogatoire du temps de classe, temps de réunion et de concertation à foison, ouverture des établissements scolaires sur la ville et les familles... « *C'est le jour et la nuit entre les années post-2005 et aujourd'hui*, assure une professeure du collège Louise-Michel, aujourd'hui le plus défavorisé des trois collèges de la commune. *Dire qu'on travaillait à Clichy-sous-Bois, ça avait un vrai poids, tout le monde savait pourquoi on était là.* » La Seine-Saint-Denis était « *un laboratoire d'idées pédagogiques incroyables* », confirme Marie-Christine Culioli.

Tout ne s'est pas grippé : en 2015, les enseignant·es en éducation prioritaire obtiennent de la gauche au pouvoir une « prime REP+ », qui a amélioré significativement leurs salaires et rendu plus attractifs les établissements concernés. Deux ans plus tard, Jean-Michel Blanquer lance le dédoublement des classes de CP puis de CE1 au primaire, une mesure largement plébiscitée à Clichy-sous-Bois malgré [les critiques nombreuses sur le dispositif](#).

Une machine qui s'est enrayée

Mais « *chaque alternance politique a voulu faire table rase* », s'agace Paul Devin, ancien inspecteur en Seine-Saint-Denis dans le premier degré et spécialiste de l'éducation prioritaire. « *Certaines écoles avançaient bien, puis on leur disait brusquement : "Il ne faut plus faire ça".* » « *Il s'est passé quelque chose dans le système éducatif pour qu'autour des années 2010, ça dérape* », confirme Jean-Charles Ringard, devenu inspecteur général de l'éducation nationale.

« *La réalité, c'est qu'on voit que notre nombre d'élèves par classe augmente*, constate Ludovic Chapsal, professeur de physique-chimie au collège Robert-Doisneau, alors même que les difficultés scolaires n'ont

pas diminué. La taille des classes a toujours été un enjeu central de l'éducation prioritaire, surtout quand elle accueille un grand nombre d'élèves allophones, c'est-à-dire dont la langue maternelle n'est pas le français.

Un établissement parisien coûte toujours plus cher qu'un établissement en éducation prioritaire comme à Clichy-sous-Bois, car les professeurs y sont plus expérimentés, plus souvent agrégés et donc mieux rémunérés.

Une enseignante de Louise-Michel considère de son côté qu'il y a encore « *pas mal de pognon* », mais qu'il est « *très mal utilisé* ». « *Depuis dix ans, ce ne sont plus les élèves qui sont au centre des dispositifs mais les adultes. On a multiplié les heures sup', les [heures de "pacte"](#), des missions rémunérées en tout genre mais on ne réfléchit plus à ce qu'on fait pour les élèves, on bouche les trous.* »

Un de ses collègues abonde : « *On n'a pas besoin de mercenariat ici, mais d'une équipe soudée, or la façon de distribuer les moyens a complètement changé. Les élèves le ressentent, ils n'ont plus un collectif face à eux mais une collection d'individus.* »

Claire Pinlou, essorée par les années Blanquer, a quant à elle carrément démissionné en 2023, pour ouvrir un bistrot loin de Paris. « *J'adorais ce que je faisais, mais la défection du système scolaire, la formation de moins en moins efficace des enseignants, la contractualisation massive a conduit à une vraie détérioration du métier et de la formation des élèves.* »

Les faits sont par ailleurs têtus : un établissement de centre-ville ou parisien, à la composition sociale largement plus favorisée, coûte toujours

plus cher qu'un établissement en éducation prioritaire comme à Clichy-sous-Bois, car les professeurs y sont plus expérimentés, plus souvent agrégés et donc mieux rémunérés. Le rattrapage est donc en partie factice, ce que confirme une [note récente](#) comparant les établissements parisiens et ceux des communes limitrophes, publiée par Youssef Souidi, chercheur à l'Institut des politiques publiques.

Entre « le haut et le bas » Clichy

Si Clichy-sous-Bois traîne une réputation difficile, c'est aussi parce que, malgré les multiples opérations de rénovation urbaine, l'arrivée du tramway et de plusieurs équipements culturels, la mixité sociale y est faible. « *Clichy est quand même une ville particulière* », concède Olivier Klein. Le maire de la ville plante le décor : « *100 % des écoles sont en éducation prioritaire renforcée, et les trois collèges sont tête de réseau REP+. C'est la ville la plus pauvre de France de par sa population. Donc, sa population scolaire ressemble, et c'est normal, à la population des gens qui habitent autour des écoles.* »

Devant la porte de l'école Paul-Vaillant-Couturier, à l'heure de la pause déjeuner, Valérie surveille les entrées et sorties des élèves. Cela fait trente ans qu'elle enseigne à Clichy-sous-Bois. « *Déjà en 2005, il n'y avait pas beaucoup de mixité. Maintenant, il y a essentiellement des familles d'Afrique subsaharienne et du Maghreb. Le quartier reste hyper pauvre* », souligne la professeure, malgré tout très attachée à cet établissement du quartier du Chêne Pointu.



Collège Robert-Doisneau à Clichy-sous-Bois, le 7 octobre 2025. © Photo Samia Dechir / Mediapart

Difficile de dire objectivement comment la composition sociale des établissements clichois a évolué depuis 2005. La diffusion de l'indice de position sociale (IPS) des établissements, qui sert d'instrument de mesure, ne date que de 2023. Plus l'IPS est élevé, plus l'établissement concentre des élèves issus de milieux favorisés. À Clichy-sous-Bois, les trois collèges [se situent 20 points en dessous](#) de l'IPS national, et les résultats au brevet des collèges suivent la même courbe.

Malgré l'absence de données comparatives dans le temps, les enseignant·es du collège Robert-Doisneau interrogé·es par Mediapart ont le sentiment que la mixité a bel et bien reculé. « *De la mixité, il n'y en a pas. Il y a un quartier pavillonnaire à côté, mais ils vont dans le privé parce qu'ils n'ont pas confiance* », regrette Tamas Hegedu, professeur de maths.

Pour observer cette stratégie d'évitement des collèges et lycée publics, il

suffit de monter sur les hauteurs de Clichy-sous-Bois. Devant l'école Louis-Pasteur, des parents se retrouvent autour d'un verre de thé à la menthe et de gâteaux préparés par l'association des parents d'élèves. Dans cet établissement, l'IPS est de 97,6, [très au-dessus des autres écoles de Clichy-sous-Bois](#).

« On est bien tombés avec cette école, c'est la meilleure de la ville », se réjouit un parent d'élève. Ses deux autres enfants, élèves en classes de troisième et de terminale, ne sont pas scolarisés à Clichy-sous-Bois : « Je les ai mis dans le privé au Raincy, parce que le collège Louise-Michel n'a pas bonne réputation. » Parmi tous les parents croisés ce jour-là, la quasi-totalité compte envoyer sa progéniture dans un établissement privé de la commune voisine du Raincy, pour échapper au collège de secteur.

Un peu plus loin, Myriam Chérif distribue des parts de gâteau. Elle a grandi à Clichy-sous-Bois, fait sa scolarité dans le public au Chêne Pointu, puis au collège Louise-Michel. Mais hors de question pour elle d'y envoyer ses deux enfants. *« Le Clichy d'en bas et le Clichy d'en haut, c'est pas du tout la même chose, l'ambiance, le niveau, les fréquentations... Moi à mon époque, Louise-Michel ça n'avait rien à voir, c'était mieux, il y avait des enfants qui venaient de Chelles, c'était plus mélangé »,* regrette cette cheffe d'entreprise.

Latifa Aït Boulaalam, elle, n'a pas encore choisi le collège où elle inscrira sa fille de CM2. *« Bien sûr, je préférerais le public. C'est un échec de l'Éducation nationale de ne pas donner envie aux parents »,* témoigne la présidente de l'association des parents d'élèves de l'école Louis-Pasteur.



Latifa Aït Boulaalam, présidente de l'association des parents d'élèves de l'école Louis-Pasteur à Clichy-sous-Bois, le 7 octobre 2025. © Photo Samia Dechir / Mediapart

Comment retenir ces familles dans les collèges publics de la ville ? Le département, responsable des collèges, est-il prêt à redécouper la carte scolaire pour une plus grande mixité des établissements ? « *On ne s'interdit rien* », glisse Emmanuel Constant, élu départemental chargé de l'éducation. Mais il tempère assez vite : « *Il y a des frontières physiques difficiles à franchir, et puis des résistances politiques majeures. C'est compliqué d'y aller seul sans le soutien des maires et contre les parents d'élèves. On peut organiser une porosité entre les communes, mais ça reste subtil.* »

Déterminisme social

En 2018, la Cour des comptes publiait une évaluation de la politique d'éducation prioritaire. L'un de ses constats était qu'elle « *ne parvenait pas à réduire les écarts de performance avec les collégiens scolarisés*

hors éducation prioritaire » et « que la mixité sociale et scolaire marquait un recul, accentué par des phénomènes d'évitement ».

« Quand on vit ou qu'on travaille à Clichy, on sent le poids de cette histoire, une sorte d'hérédité sociale très dure à conjurer », s'inquiète Marie-Christine Culioli. Un « déterminisme social » beaucoup trop lourd en France, abonde Jean-Riad Kechaou, professeur à Robert Doisneau et par ailleurs conseiller municipal d'opposition dans la ville voisine de Montfermeil.

Ce déterminisme, les élèves du lycée Alfred-Nobel de Clichy-sous-Bois l'énoncent crûment. *« Les profs sont gentils, ils se démènent pour nous aider quand on a des difficultés », assure Sanaa, en première générale. Des propos confortés par [le niveau de réussite aux examens](#), au regard de la composition sociale de l'établissement. « Mais il y a des préjugés sur nous, c'est par exemple plus difficile d'accéder aux universités parisiennes », poursuit Sanaa. En dehors des murs du lycée, « on est vus comme des voyous », regrette Oumarou, en filière professionnelle. « On n'a pas les mêmes chances qu'ailleurs », croit Hamza, qui rigole : « Si j'avais eu le choix, je serais allée à Henri-IV ! », le très prestigieux lycée parisien.*

« Moi, je n'ai pas eu l'impression d'être un ascenseur social, pas même un bouton sur l'ascenseur, s'émeut Claire Pinlou. Et pourtant, je me suis battue toute ma carrière, pour former des êtres pensant par eux-mêmes, pouvant comprendre et déjouer les codes, mais rien n'est fait pour nous aider à cela. »



Isabelle Kohn, professeure à l'école Paul-Vaillant-Couturier de Clichy-sous-Bois, le 7 octobre 2025. © Photo Samia Dechir / Mediapart

Malgré tout, les élèves croisé·es par Mediapart aux abords des différents établissements continuent de miser sur l'école pour leur avenir. « *C'est important pour réussir, sinon on ne peut avoir un bon métier* », lance Cassidy, élève en cinquième à Robert-Doisneau.

Enfants et parents saluent l'investissement des professeur·es. « *Je n'ai jamais rencontré de défi frontal vis-à-vis de l'école dans les quartiers populaires. Et quand je l'ai rencontré, c'était davantage dans les quartiers gentrifiés, ou en voie de gentrification* », raconte Paul Devin, inspecteur de l'Éducation nationale. « *Moi, je suis attachée à cette école*, confie Isabelle Kohn, enseignante à Paul-Vaillant-Couturier. *Il y a peu de turnover, en général les enseignants font toute leur carrière dans l'établissement.* »

Parmi les professeur·es interrogé·es par Mediapart, aucun·e n'a exprimé le

souhait de quitter Clichy-sous-Bois pour un secteur plus favorisé. Après vingt années passés à enseigner à Chelles (Seine-et-Marne), puis deux ans à Clichy-sous-Bois, Jean-Riad Kechaou est persuadé que les collègues situés en éducation prioritaire ne sont pas plus durs qu'ailleurs : « *Je prends énormément de plaisir avec ce public. J'ai déjà enseigné ailleurs. Même dans des quartiers dits plus aisés, ce n'est pas forcément plus simple. Il y a une forme de reconnaissance chez ces jeunes quand ils sentent qu'on s'intéresse à eux, et ça, ça n'a pas de prix.* »